

2° à l'article 27, § 1er, dans le texte néerlandais, les mots " uit te zenden " sont remplacés par les mots " te verzorgen " et dans la référence sont insérés les mots " in § 1 worden de woorden " uit te zenden " vervangen door de woorden " te verzorgen " ;

3° dans le Titre VII, il est inséré un article 121bis, qui devient l'article 122, énoncé comme suit :

" Article 122. Les membres titulaires du Conseil d'administration de l'organisme public de radiodiffusion de la Communauté flamande et leurs suppléants achèvent leur mandat auprès de cet organisme en cette même qualité. Le mandat ainsi achevé peut être prolongé pour un terme contigu de quatre ans.

Art. 122 : décret du 27 mars 1991, art. 25 les mots " Les membres titulaires du conseil d'administration et leurs suppléants de l'organisme visé dans le décret du 28 décembre 1979 portant statut de la " Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen ", achèvent leur mandat en conservant leur qualité " sont remplacé par les mots " Les membres titulaires du conseil d'administration de l'organisme public de radiodiffusion de la Communauté flamande et leurs suppléants achèvent leur mandat auprès de cet organisme en cette même qualité " et dans le texte néerlandais, la lettre " e " est ajoutée au mot " voleindigd " .

4° les articles 122 à 126 deviennent respectivement les articles 123 à 127.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,
H. WECKX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1464

[C — 27232]

23 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le fonctionnement et les modalités de consultation du Conseil supérieur wallon de la Chasse

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment l'article 1er, § 2;

Vu le décret du 10 mars 1995 modifiant l'article 35 du décret du 14 juillet 1994, modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, notamment l'article 17;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juin 1982 instituant un Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de devoir soumettre à l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse les projets d'arrêtés du Gouvernement pris en exécution de la loi sur la chasse modifiée par le décret du 14 juillet 1994, telle qu'elle sera applicable à partir du 1er juillet 1995; notamment l'arrêté d'ouverture et de fermeture de la chasse qui doit être publié au *Moniteur belge* le 1er juin au plus tard et compte tenu de son importance, celui-ci ayant une validité pour cinq ans, projet qui nécessitera un délai suffisant pour que le Conseil puisse se prononcer en toute connaissance de cause;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui en Région wallonne a la chasse dans ses attributions;

2° Conseil : le Conseil supérieur wallon de la Chasse visé à l'article 1er, § 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse telle que modifiée par le décret du 14 juillet 1994.

Art. 2. § 1er. Le Conseil délibère d'office ou sur demande du Ministre ou de l'Administration qui a la chasse dans ses attributions.

§ 2. Le Conseil délibère valablement lorsque la moitié au moins des membres sont présents.

En cas d'urgence dûment motivée, le Comité permanent composé de cinq membres désignés par le Conseil en son sein peut rendre un avis à sa place.

Cet avis doit obligatoirement être présenté au Conseil réuni en séance plénière pour confirmation.

§ 3. Le Conseil peut constituer en son sein des commissions. Il en fixe les modalités de fonctionnement.

§ 4. Le Conseil a le droit d'inviter à ses séances toute personne qu'il souhaite entendre sur des problèmes en discussion.

Art. 3. § 1er. Le Ministre désigne le président et le vice-président parmi les membres qui sont titulaires d'un permis de chasse délivré en Région wallonne.

Le Ministre désigne le secrétaire et le secrétaire adjoint parmi les fonctionnaires de l'Administration qui a la chasse dans ses attributions.

§ 2. Le Ministre peut convoquer et présider lui-même le Conseil lorsqu'il l'estime nécessaire.

Art. 4. Sauf exception justifiée par les circonstances, le Conseil tient ses réunions auprès de l'Administration qui a la chasse dans ses attributions.

Art. 5. Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

Art. 6. § 1er. La durée du mandat des membres est de six ans.

Les mandats sont personnels et renouvelables.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Un membre qui n'a pas assisté aux séances du Conseil durant deux années consécutives est considéré d'office comme démissionnaire.

Art. 7. Les fonctions de membre du Conseil ne sont pas rémunérées.

Toutefois, les membres du Conseil et les personnes dont question au § 4 de l'article 2 ont droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région wallonne. A cette fin, les membres non fonctionnaires et les personnes visées au § 4 de l'article 2 seront assimilés aux fonctionnaires de rang 15.

Art. 8. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juin 1982 instituant un Conseil supérieur wallon de la Chasse est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la parution au *Moniteur belge* du décret du 10 mars 1995 modifiant l'article 35 du décret du 14 juillet 1994 modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1464

[C - 27232]

23. MÄRZ 1995. Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Arbeitsweise und der Beratungsmodalitäten des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer oberster Rat für das Jagdwesen)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 III 5°;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994, insbesondere des Artikels 1, § 2;

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1995 zur Abänderung des Artikels 35 des Dekrets vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für die Aufenthaltskosten der Personalmitglieder der Ministerien, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung bezüglich der Fahrkosten, insbesondere des Artikels 17;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juni 1982 zur Errichtung eines "Conseil supérieur wallon de la Chasse";

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des am 16. März 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Erlaßentwürfe der Regierung, die in Ausführung des durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeänderten Gesetzes über die Jagd, so wie es am 1. Juli 1995 anwendbar wird, genommen wurden, dem "Conseil supérieur wallon de la Chasse" zur Gutachtung vorzulegen. Dies betrifft insbesondere den Erlaß zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten, der spätestens am 1. Juni im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden muß. Dieser Erlaß ist nämlich besonders wichtig, da er eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren hat. Im Anbetracht der Tatsache, daß der "Conseil" über eine genügende Frist verfügen sollte, um in Kenntnis der Sache seine Meinung zu diesem Erlaßentwurf abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Minister: den Minister, der in der Wallonischen Region für das Jagdwesen zuständig ist;

2° Rat: den "Conseil supérieur wallon de la Chasse", der in Artikel 1 § 2 des Gesetzes vom 28. Februar 1882, so wie es durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeändert worden ist, erwähnt ist.

Art. 2. § 1. Die Beratungen des Rates erfolgen von Amts wegen oder auf Antrag des Ministers oder der Verwaltung, der bzw. die für das Jagdwesen zuständig ist.

§ 2. Der Rat ist beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend sind.

Im Falle einer ordnungsmäßig begründeten Dringlichkeit ist der ständige Ausschuß, der aus fünf vom Rat aus seiner Mitte bezeichneten Mitgliedern besteht, berechtigt, um ein Gutachten an seiner Stelle abzugeben.

Dieses Gutachten muß zwangsläufig dem in Plenarsitzung versammelten Rat zur Bestätigung vorgelegt werden.

§ 3. Der Rat kann Ausschüsse aus seiner Mitte bilden. Er legt die Modalitäten ihrer Arbeitsweise fest.

§ 4. Der Rat hat das Recht, jede Person, die er über die zur Diskussion vorgelegten Probleme anhören möchte, zu diesen Sitzungen einzuladen.

Art. 3. § 1. Der Minister bezeichnet den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden unter den Mitgliedern, die Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheines sind.

Der Minister bezeichnet den Sekretär und den beigeordneten Sekretär unter den Beamten der Verwaltung, die für das Jagdwesen zuständig sind.

§ 2. Der Minister ist berechtigt, den Rat einzuberufen und selbst seinen Vorsitz zu führen, wenn er es für nötig hält.

Art. 4. Außer einer von den Umständen begründeten Ausnahme tagt der Rat bei der Verwaltung, die für das Jagdwesen zuständig ist.

Art. 5. Der Rat legt seine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie dem Minister zur Zustimmung vor.

Art. 6. § 1. Die Dauer des Mandats der Mitglieder beträgt sechs Jahre.

Die Mandate sind persönlich und können erneuert werden.

Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, beendet das neu bezeichnete Mitglied das Mandat seines Vorgängers.

§ 2. Ein Mitglied, das während zwei aufeinanderfolgender Jahre den Sitzungen des Rates nicht beigewohnt hat, wird von Amts wegen als rücktretend betrachtet.

Art. 7. Das Amt als Mitglied des Rates wird nicht entlohnt.

Die Mitglieder des Rates und die in § 4 von Artikel 2 erwähnten Personen haben Anspruch auf die Vergütung für Fahr- und Aufenthaltskosten zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region. Zu diesem Zweck werden die Mitglieder, die keine Beamten sind, und die in § 4 von Artikel 2 erwähnten Personen Beamten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Art. 8. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juni 1982 zur Errichtung eines "Conseil supérieur wallon de la Chasse" wird aufgehoben.

Art. 9. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Dekrets vom 10. März 1995 zur Abänderung von Artikel 35 des Dekrets vom 14. Juli 1994 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd in Kraft.

Art. 10. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1464

[C — 27232]

**23 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering
houdende vaststelling van de werking en de raadplegingsbepalingen
van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op het decreet van 10 maart 1995 tot wijziging van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juni 1982 tot instelling van een Waalse Hoge Jachtraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" een advies geeft over de besluitontwerpen van de Regering die opgesteld worden overeenkomstig de jachtwet, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, zoals zij toepasselijk zal zijn vanaf 1 juli 1995; inzonderheid op het besluit van de opening en de sluiting

van de jacht dat in het *Belgisch Staatsblad* moet worden bekendgemaakt ten laatste vóór 1 juni en rekening houdend met zijn belang omdat het geldig is voor vijf jaar; een voldoende termijn is nodig zodat de Raad met kennis van zaken uitspraak kan doen over dit ontwerp;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Bestluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan :

1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor de jacht;

2° Raad : de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" bedoeld bij artikel 1, § 2, van de jachtwet van 28 februari 1882, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994.

Art. 2. § 1. De Raad vergadert van ambtswege of op verzoek van de Minister of van het Bestuur bevoegd voor de jacht.

§ 2. De Raad vergadert op een geldige wijze indien ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

Bij behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid kan het bestendig comité bestaande uit vijf leden aangewezen door de Raad in zijn midden een advies geven in zijn plaats.

Dit advies moet verplicht ter bevestiging voorgelegd worden aan de Raad in plenaire vergadering.

§ 3. De Raad kan in zijn midden commissies oprichten. Hij bepaalt er de werkingswijze van.

§ 4. De Raad heeft het recht iedere persoon op zijn vergaderingen uit te nodigen, die hij wenst te horen in verband met besproken zaken.

Art. 3. § 1. De Minister stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de leden die titularis zijn van een in het Waalse Gewest uitgereikt jachtverlof.

De Minister stelt de secretaris en de adjunct-secretaris aan onder de ambtenaren van het Bestuur bevoegd voor de jacht.

§ 2. Indien hij het nodig acht, kan de Minister zelf de Raad bijeenroepen en voorzitten.

Art. 4. Behalve uitzonderingen gerechtvaardigd door de omstandigheden vergadert de Raad bij het Bestuur bevoegd voor de jacht.

Art. 5. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 6. § 1. De mandaten van de leden duren zes jaar.

De mandaten zijn persoonlijk en hernieuwbaar.

Indien een mandaat vrijkomt vóór zijn vervaltijd eindigt het nieuw aangesteld lid het mandaat van zijn voorganger.

§ 2. Een lid, dat de vergaderingen van de Raad tijdens twee opeenvolgende jaren niet bijgewoond heeft, wordt van ambtswege aanzien als ontslagnemend.

Art. 7. De functies van het raadslid worden niet bezoldigd.

De raadsleden en de personen bedoeld in § 4 van artikel 2 hebben evenwel recht op de vergoeding wegens reis- en verblijfskosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Daartoe worden de leden die niet ambtenaar zijn en de personen bedoeld in § 4 van artikel 2 gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 8. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juni 1982 tot instelling van een Waalse Hoge Jachtraad is opgeheven.

Art. 9. Dit besluit wordt van kracht op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het decreet van 10 maart 1995 tot wijziging van artikel 35 van het decreet van 14 juli 1994 tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 1465

[C — 27236]

4 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux permis et licences de chasse

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu le décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de pouvoir organiser rapidement la délivrance des permis de chasse et de faire paraître les présentes dispositions avant le 1er juin 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre du Budget, des Affaires intérieures, chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidés et des Infrastructures sportives,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Le permis de chasse et la licence de chasse visés aux articles 1er et 3 du décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse sont délivrés conformément aux règles du présent arrêté.